



1998-575

PARIS, le 19 décembre 1997  
N° /DEF/CID/DIV A

**FICHE**  
A l'attention du  
COL PETIOT  
GROUPE A1

Division A

*Objet : Mémoire de géopolitique*

Officier traitant  
**MAJ ROOME**  
Tel : 01 44 42  
Fax : 01 44 42

BP 46  
00445 ARMEES

# Géopolitique et Souverainetés des Etats Dans Le Maghreb

MAJOR RALPH ROOME  
GROUPE A1

# Géopolitique et Souverainetés des Etats Dans Le Maghreb

Introduction	P 1 - 2
Souveraineté	P 2 - 4
Maroc	P 4
Algérie	P 4 - 5
Tunisie	P 5
Conclusion	P 6 - 7
Works Cited	P 8
Bibliographie	P 9

## Introduction

Cette étude concerne les nations de L'Afrique du nord, et particulièrement celles de la région du Maghreb et traite de leur souveraineté relativement aux facteurs géographiques et géopolitiques spécifiques à cette région. Les trois principales nations du Maghreb de cette étude sont : l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.

La souveraineté de la région et plusieurs changements sont intervenus en faveur de la démocratie. Cependant, pendant les trois décennies passées elle n'a pas fait l'objet d'un examen approfondi et plusieurs intellectuelles s'accordent à confirmer ces changements opérés. Les travaux de Joshua Goldstein, Patrick Morgan, Bruce Russett, Louis Cantori, Steven Spiegel, David Mitrany et plusieurs autres personnalités imminentes de la science politique aboutissent aux mêmes conclusions sur la définition du régionalisme : un regroupement de nations au travers la géographie, l'économie, la politique et leurs conséquences sur la politique internationale. Cependant sur le plan littéraire il semble y avoir différentes définitions du régionalisme et de la souveraineté (Zartman, 91). Plusieurs des livres édités par William Zartman nous invitent à faire des recherches et des études sur la région. L'objectif de cette étude est d'abord, d'approfondir la connaissance de cette région mais également de soulever quelques questions d'intérêt pour les stagiaires du CID.

Ce thème majeur et d'actualité a trait aux progrès réalisés en matière de souveraineté, de démocratie et de modernisation dans la région du Maghreb. Ces progrès sont plus visibles en Algérie, au Maroc et en Tunisie qu'en Libye ou en Mauritanie. Ils sont perçus par la plupart des Occidentaux comme étant pas significatifs, essentiellement parce qu'ils sont observés avec le point de vue des Occidentaux. Ces pays ne sont donc pas crédités de leur progrès réalisés dans le sens de la modernisation et de la démocratisation (Zartman, 91, Entelis, 89, 92).

Le gouvernement de chacun de ces Etats est peu disposé à partager ses pouvoirs. Cela tient au fait qu'il existe au Maghreb un système monarchique et deux systèmes multipartiste dominés par un parti fort gouvernemental. Le Roi Hassan II doit prendre en compte dans sa politique, les aspects sociaux et religieux de la culture pour bénéficier d'une légitimité et d'une autonomie complète. Il « remet constamment à leur place » les quelques partis qui cohabitent sur la scène politique. Il est le Commandeur des croyants, et sa légitimité repose sur le fait qu'il est à la fois un chef spirituel et un souverain temporel. Dans le royaume il est considéré comme le guide suprême, garant de la religion et de l'Etat (Entelis, 89).

En Tunisie, Ben Ali a réalisé de nets progrès en matière de modernisation et de démocratisation. Aujourd'hui le pays se porte bien mieux que sous le règne de Habib Bourguiba ; Ali est un fin politicien qui a su réaliser plusieurs programmes qui l'ont rendu populaire pendant sa période *d'état de grâce*. Cette période ayant pris fin, il s'est instauré un Etat dont le système sécuritaire exerce un contrôle souple sur la nation. Quelques progrès ont été fait en faveur de la démocratie. Toutefois nous ne pouvons et ne devons pas les comparer aux modèles Occidentaux (Bennoune, 88).

L'Algérie, la plus grande nation du Maghreb, était le pays le plus mieux engagé sur la voie de la démocratisation quand en 1992, tous ses espoirs s'estompèrent subitement. Aujourd'hui le Général Zeroual conduit de *mains de fer* le processus de démocratisation l'écartant ainsi de sa forme idéale. Paradoxalement les Etats du Maghreb progressent sur la voie de démocratie et de la modernité tout en conservant leurs souverainetés nationales. Mais, parce que plusieurs intellectuels comparent ce processus de démocratisation au modèle occidental, on peut en déduire qu'il n'est pas adapté à la réalité du terrain. Mais toutes les réformes qui ont été effectuées depuis l'indépendance sont substantielles ; des études plus approfondies dans cette région créeront de meilleures chances de modernisation et de démocratisation (Hopwood, 92, Bennoune, 88).

## Souveraineté

Depuis le traité de Westphalie le concept d'Etat-Nation a fait l'objet de plusieurs études par les politologues. Vers la fin de ce siècle nous avons constaté que le concept d'Etat-Nation souverain a perdu de son importance. Pour appuyer cette thèse, je vais vous donner quelques grandes idées d'éminents intellectuels tels que Patrick Morgan et Joshua Goldstein qui appuient l'échec des Etats-Nations. Le problème auquel nous faisons face maintenant et de savoir si ce concept s'accommode parfaitement bien à notre conception de la Politique internationale. Si dans les faits les Etats-Nations ont perdu de leur souveraineté, que faudrait-il prendre en considération pour servir de mesure à la démocratie (Goldstein, 96, Morgan, 75) ?

A la fin de la première guerre mondiale et au vue de la montée en puissance du nationalisme, il a été décidé de contrôler la coexistence internationale en créant une Ligue des Nations et les lois internationales. La deuxième Guerre mondiale et la Guerre Froide ont dissimulé les réalités du nationalisme. Les Etats-Nations étaient une vue idéalisée de ce que doivent être les choses et non de ce qu'elles sont dans la réalité. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale les chercheurs prêtent leur attention aux interactions des Etats-Nations dans leur forme de groupes régionaux au sein d'un large groupe de nations à l'échelle planétaire (Goldstein, 96). Ces études ont généré plusieurs dénominations ou définitions différents dont les sens peuvent varier ; ils restent toutefois à la fin liés au concept du régionalisme dans le monde des affaires et de la politique internationale.

Avant la guerre de Trente-ans dont la fin fut marquée par le Traité de Westphalie, la géographie a joué un rôle de premier ordre pour les Etats-Nations. L'importance de la grandeur du territoire d'un Etat-Nation déterminait son pouvoir sur les autres nations de sa sphère. Ce pouvoir, ou cette hégémonie, permet à cette nation dominante d'imposer des règles et ordres politiques ou économiques dans la région sur la base de leur importance géographique. Ce type de pouvoir portait alors le nom d'hégémonie et l'Etat-Nation celui d'hégémonique (Goldstein, 96). A titre d'exemple, la Grande-Bretagne au XIXème siècle et les Etats-Unis après la deuxième guerre mondiale en sont des illustrations de premier ordre. Dans les deux cas ces nations ont pu étendre leur influence et dominer le système international. A cause de l'occupation militaire et de l'augmentation des activités qui s'y rattachent, cette théorie d'hégémonie est perçue par les plus petits Etats-Nations comme injuste. Comme Bruce Russett l'a indiqué dans « Power and Community in World

Politics » les politiques internationales sont devenues des enjeux régionaux dont le fonctionnement repose sur des regroupements de nations autour de problèmes non militaires mais qui relèvent de l'ordre économique de développement et d'intégration. Ainsi notre étude de communauté globale des Etats-Nations se voit transformée en une étude de régions des Etats-Nations (Russett, 96).

Dans ce processus nous pouvons observer les régions, les alliances, et les coalitions. Bien que sur le plan littéraire il existe des différences spécifiques entre ces termes nous allons pousser la discussion comme Patrick Morgan et plusieurs autres intellectuels sur l'interdépendance entre ces termes. Simplement si nous voulons approfondir le régionalisme il faut accepter ces termes comme étant liés. Donc si nous examinons la région du Maghreb nous trouvons que les nations qui la composent sont très différentes mais semblent toutes garder leur souveraineté et progresser en même temps vers une lente démocratisation et modernisation.

Comme énoncé ci-dessus le but de cette étude est de parfaire ma connaissance de la région du Maghreb, et de montrer les progrès qui y ont été réalisés en matière de démocratisation et de modernisation respectivement selon leur principe de souveraineté. Plus particulièrement, il est question d'étudier les progrès effectués dans cette région et plus spécifiquement en Algérie, au Maroc et en Tunisie. En conclusion, suite à mes études je remarque que d'importants progrès ont été réalisés dans les deux domaines de démocratisation et de modernisation. Il faut relativiser cette formulation, car cette progression depuis l'indépendance a été étouffée par les gouvernants à cause de leur répugnance à partager le pouvoir. Ainsi la direction des affaires de l'Etat peut varier d'une personne, à un parti ou à l'armée. Néanmoins l'on note que toutes ces entités sont très réticentes pour ne pas partager ou perdre leur pouvoir. C'est cette concentration de pouvoir au sommet de l'Etat qui a permis à la fois de faire des progrès et de toutefois de provoquer quelques régressions.

Donc nous pouvons affirmer que chacune de ces trois grandes nations du Maghreb a réalisé des progrès de société démocratique et moderne. Pour accepter cette idée il est nécessaire de définir le mot démocratie. Ce faisant, nous nous appuyerons sur les caractéristiques d'une société démocratique comme : la liberté, les élections compétitives et libres, le pouvoir à la majorité, une adhésion voltaire des citoyens et un gouvernement représentatif. Certes le Maghreb ne remplit pas les critères de l'Occident. Cependant beaucoup d'intellectuels sont unanimes sur le fait que des progrès ont été réalisés depuis l'indépendance. En plus de ces caractéristiques Robert Dahl a dit « les avantages de la démocratie ne sont pas liés à la politique particulière d'un Etat-Nation démocratique mais plutôt la protection qu'ils peuvent offrir à ses citoyens contre les abus éventuels des gouvernants » (Walz, 95, p5).

Cette citation, caractérise bien cette région du Maghreb. Depuis l'indépendance les populations ont trouvé une sorte de liberté de choix et de protection limitées contre la coercitions de masse par leur gouvernements. Cette protection n'est pas dans tous les cas sans défaut. Et c'est pourquoi on peut se demander ce qu'il serait advenu des affaires de l'Etat si Ben Ali, le Roi Hassan II et le Général Zeroual n'étaient pas sous le projecteur de l'Occident quant à leur progrès sur la voie de la démocratie (Clancy-Smith, 94). Comme Robert Dahl l'a souligné, depuis l'antiquité les peuples ont conçu un système politique dans lequel

tous les membres d'une collectivité sont égaux, ont les mêmes droits et les mêmes capacités et ressources de « s'autogouverner » selon leur volonté (Dahl, 89, p1). D'une part, il est certain que ce modèle de démocratie n'est pas celui qui existe au Maroc ou en Algérie et en Tunisie. Mais il reflète une vision de la plupart des occidentaux en matière de démocratisation. D'autre part pour certaines raisons inconnues nous avons toujours eu tendance à juger la modernisation à la manière de vivre des occidentaux. Si nous voulons considérer les critères économiques et sociaux de l'Occident alors « il vaudrait mieux tout arrêter ». Simplement il faut se dire que même dans les démocraties occidentales tout ne marche pas à la perfection.

## Maroc

Certes, le Maroc a réalisé d'importants progrès en matière de modernité et de démocratie. Mais ne nous trompons pas, car le Roi Hassan II détient les pouvoirs politique, économique et social. Avec l'interaction de plusieurs processus il existe au Maroc un sens poussé du pluralisme, malgré le refus du Roi Hassan II à partager le pouvoir et la pression qu'il exerce sur l'opposition. Descendant légal du prophète Mahomet il se dit Commandeur de Croyants. En effet, il est le seul au Maghreb à pouvoir réclamer ce titre légitimement. Et c'est grâce à ce titre mais également à sa vision séculaire du pouvoir qu'il a pu exercer un contrôle total sur le Maroc (Zartman, 91, Kaye, 90).

Le Roi Hassan II a conduit le Maroc sur la voie de la modernité et d'une certaine « démocratie limitée ». Comme John Entelis l'a indiqué, c'est par un échange réciproque entre la culture et la politique que l'on peut réaliser des progrès en matière de démocratisation. C'est l'existence des quatre sources culturelles que sont la monarchie, la modernité, la militarisation, et le messianisme qui donne au Roi son pouvoir. En contrôlant cette culture il légitime son autorité. Pour y parvenir il fait appel au consensus musulman grâce auquel le Maroc a une identité culturelle. Ce consensus musulman combine l'Islam, la culture arabe, la « Marocanité » et la loyauté du citoyen marocain pour constituer cet Etat-Nation. Ainsi le Roi Hassan II, aux commandes de « son navire » navigue à sa guise grâce à son pouvoir religieux, économique et de punir ou de récompenser, il peut naviguer où il veut. Actuellement il semble conduire le royaume vers une société plus moderne et une démocratisation progressive reposant sur un échange réciproque entre la culture et la politique (Entelis, 89).

## Algérie

L'Algérie semble être un exemple de démocratie au Maghreb, mais certes pas sans défauts. Quand nous examinons la relation entre l'Etat et la société on se rend compte que d'importants progrès ont été réalisés en faveur de la démocratie. Mais depuis l'arrivée du Général Zeroual au pouvoir en 1992 ce processus a perdu quelque peu de son harmonie. Processus, dont le mérite repose sur l'élasticité du système de marchandage entre la société et l'Etat (Entelis, 92).

Les réformes industrielles entreprises par le Président Chadli Benjadid au travers de la privatisation ont donné un *coup de pouce* à la modernisation. En politique son attitude libérale a été l'origine de sa chute en 1992, parce que ses adversaires ont pensé qu'il allait cautionner les résultats des élections de 1991.

Ainsi il a été démis par un coup militaire et remplacé par le parti du Général Zeroual (Entelis, 92, Bennoune, 88).

En Algérie comme en Tunisie l'occupation coloniale a provoqué de profondes séquelles dans la société et y a laissé sa marque. En Algérie après 132 années d'occupation l'indépendance fut difficile à obtenir. La guerre pour l'indépendance a pris fin en 1962 et a pesé sur l'économie. L'exode en masse de colons européens a laissé un grand vide de connaissance dans les domaines techniques et scientifiques.

Ce manque fut comblé par le sens très élevé de socialisation de la nation. Le gouvernement a immédiatement mis en place des programmes qui ont permis à la société de s'engager sur la voie du progrès. Ben Bella, Boumedienne et Benjadid ont tous eu des programmes différents mais qui, à terme, ont conduit l'Etat à prendre en charge une société de plus en plus nombreuse. Les aides de l'Etat se sont amoindries au fil des ans parce que les ressources économiques du pays étaient moindres. Aujourd'hui encore, comme au Maroc, l'Etat ne veut pas partager ou perdre le pouvoir et c'est pour cette raison que Benjadid a été remplacé en 1992. Si les élections de 1991 avaient été validées et permis au *Islamic Salvation Front* (FIS) de contrôler le gouvernement, le pays aurait alors certainement régressé (Zartman, 93, Entelis, 92).

## Tunisie

Habib Bourguiba a été le président de la Tunisie depuis l'indépendance jusqu'en 1987 date de l'avènement de Ben Ali au pouvoir. Bourguiba et le parti Neo Destour ont contrôlé l'Etat de l'indépendance. Ensuite est resté seul au commande de l'Etat. Le sens fort d'indépendance de Bourguiba lui a été inculqué par l'éducation reçue par le colonisateur Français. Son emprisonnement l'a également aidé pour affermir ses sentiments de l'indépendance. Bourguiba était une personnalité charismatique avec un sens du nationalisme qui a conduit la Tunisie à l'indépendance (Hopwood, 92, Shelby-Smith, 73).

Les programmes de réformes économiques, sociales et politiques de Bourguiba étaient bons. Mais à cause de son refus à partager le pouvoir, ces réformes ont partiellement échoué. Avec l'accession du président Zine Labidine Ben Ali la Tunisie s'est engagée sur la voie de la modernité et de la démocratie. Ben Ali a encouragé la privatisation de l'économie et a fait preuve d'une ouverture; ce qui a permis aux différentes tendances islamistes de participer au gouvernement. Il y a eu un accroissement des libertés civiles, des élections compétitives non violentes, et un système politique pluraliste. Mais en Tunisie les problèmes semblent provenir du changement du système de parti unique en système multipartite. En Tunisie le processus est en cours, mais avec le *Rally for Culture and Democracy* (RCD), un parti gouvernemental qui dominé la scène politique, le processus de démocratisation est hypothéqué. Ben Ali comme tous les chefs des trois grandes nations du Maghreb sont peu disposés à partager le pouvoir (Hopwood, 92).

## Conclusion

Nous constatons une certaine volonté de changement pour créer des états démocratiques au Maghreb. Ces changements sont issus de la volonté de leurs dirigeants qui, en même temps, cherchent à les limiter. Les politiques et les réformes initiées par ces chefs reposent sur les principes de souveraineté, de modernisation, et de démocratisation. Mais c'est la manipulation des politiques et des réformes qui est à l'origine des déceptions qui en résultent. Cette manipulation est la conséquence du refus des gouvernants à partager le pouvoir.

Au Maroc, en Tunisie et en Algérie des progrès ont été réalisés en faveur des systèmes plus démocratiques. La Tunisie et l'Algérie ont opté pour des systèmes multipartistes. Au Maroc, le Roi Hassan II cherche à renforcer son pouvoir au sein du multipartisme et par conséquent à maintenir la loyauté de ses partisans. Bien que chacune de ces nations semble s'être engagée sur la bonne voie, ne nous trompons pas. Les systèmes fonctionnent mais certainement ne peuvent pas être comparés aux modèles occidentaux. Dahl a dit « même s'il existe la domination réelle d'un parti dans un système politique, il est certain que les citoyens de cet état bénéficient d'un minimum, de protection contre les pouvoirs abusifs de ceux qui ont en charge les affaires de l'état ».

Si nous jetons un regard sur les réalités sociales nous constatons que des progrès ont été également réalisés dans le système éducatif des trois nations dont l'avenir repose sur leur jeunesse. Ces trois nations ont inclus dans leurs programmes éducatifs de la jeunesse des sujets sur le nationalisme, destinés à lutter contre les séquelles de la colonisation. L'Algérie et la Tunisie sont les pays plus concernés. Le Maroc connaît moins de difficultés à cause de la forte présence du Roi qui s'appuie sur le consensus musulman pour maintenir la cohésion de la société. L'Algérie et la Tunisie ont effectué des réformes de l'éducation qui ont rendu la jeunesse confuse. En Tunisie le programme de modernisation couplé avec celui de l'éducation a créé une crise d'identité la jeunesse. Le point à saisir est que, si ces nations avaient mûri leur réformes, elles auraient pu être plus utiles pour la jeunesse et créer chez elles plus de sentiments nationalistes.

Dans le domaine économique ces nations ont réalisé des progrès également. À l'indépendance chacune d'elle a privatisé son économie. À l'indépendance chaque nation a vite fait de combler le vide généré par le départ en masse des Européens. Mais ces programmes de socialisation sont vite devenus difficiles à supporter par la Tunisie et l'Algérie à cause de la chute des revenus des hydrocarbonés et le manque de politiques agricoles innovatrices. Ces états ont dû faire appel à des entreprises privées pour combler leurs déficits. Un autre facteur qui a eu un impact sur l'économie des trois nations est l'élargissement des membres de la Communauté Européenne (CEE) en 1986. Le Maghreb a dû alors chercher de nouveaux marchés pour ses produits agricoles et manufacturés.

Les Islamistes ainsi que les mouvements qui leur sont affiliés ont joué un rôle important dans les changements qui eurent lieu dans ces trois pays en faveur de la démocratisation et de la modernisation. En général, l'islam dans ces nations, est perçu comme un frein à la modernisation. Mais comme déjà il a été souligné, en Tunisie l'islam n'a pas été un frein à la modernisation. Au contraire il a créé le sens

du nationalisme et a constitué les fondements du programme de modernisation. Aussi c'est l'islam qui assurait le contrôle des gouvernements. Mais avec les mesures extrêmes qu'ils utilisent, la cause des fondamentalistes est souvent utilisée contre eux. Si leur approche était plus humaine et évitait le terrorisme et la contrainte, leur cause aurait eu plus d'audience. Les mouvements des droits humanitaires ont été les premiers à exercer des contrôles sur les gouvernements. Et c'est grâce à leurs actions que les taux de violation des droits de l'homme ont baissé et que les autorités de ces nations sont souvent revenues à la raison. En effet, les différentes Ligues des Droits de l'homme au niveau régional et international ont contraint ces gouvernants à agir dans le cadre des droits humanitaires et des lois internationales tout en apportant leur soutien aux Ligues Locales dans leurs actions.

Avec un examen rétrospectif, certes le Maghreb a beaucoup à faire en matière de démocratie et de développement. Ces changements paraissent aujourd'hui se concrétiser lentement. Mais si nous voulons juger ces états en les comparant aux pays occidentaux nous concluons simplement qu'il leur reste encore beaucoup à faire. Je veux simplement terminer en disant que si nous voulons voir des progrès accomplis par ces pays en matière de démocratisation et de souveraineté, il faut cesser de les juger en se référant à nos modèles occidentaux.

## Works Cited

John P. Entelis. Culture and Counterculture in Moroccan Politics. London: Westview Press, 1989.

John P. Entelis and Phillip C. Naylor eds. State and Society in Algeria Boulder: Westview Press, 1992.

Derek Hopwood, Habib Bourguiba of Tunisia. New York: St. Martin's Press, 1992.

I. William Zartman ed. The Political Economy of Morocco. New York: Praeger, 1987.

I. William Zartman ed. The Political Economy of Reform. Boulder & London: Lynne Rienner Publishers, 1991.

Mahfoud Bennoune. The Making of Contemporary Algeria, 1830-1987. New York: Cambridge University Press, 1988.

Julia A. Clancy-Smith. Rebel and Saint. Los Angeles & London: University of California Press, 1994.

I. William Zartman and William Mark Habeeb, eds. Polity and Society in Contemporary North Africa. San Francisco: Westview Press, 1993.

Susan E. Waltz. Human Rights and Reform Los Angeles: University of California Press, 1995.

Shelby Lewis Smith. Nation-Building in Tunisia: The Impact of Education and Socialization London: University Microfilms International, 1973.

## Bibliographie

- John P. Entelis. Culture and Counterculture in Moroccan Politics. London: Westview Press, 1989.
- Jacqueline Kaye and Abdelhamid Zoubir. The Ambiguous Compromise Language, Literature and National Identity in Algeria and Morocco. London & New York: Routledge, 1990.
- John P. Entelis and Phillip C. Naylor eds. State and Society in Algeria Boulder: Westview Press, 1992.
- Derek Hopwood, Habib Bourguiba of Tunisia. New York: St. Martin's Press, 1992.
- I. William Zartman ed. The Political Economy of Morocco. New York: Praeger, 1987.
- I. William Zartman ed. The Political Economy of Reform. Boulder & London: Lynne Rienner Publishers, 1991.
- Mahfoud Bennoune. The Making of Contemporary Algeria, 1830-1987. New York: Cambridge University Press, 1988.
- Julia A. Clancy-Smith. Rebel and Saint. Los Angeles & London: University of California Press, 1994.
- I. William Zartman and William Mark Habeeb, eds. Polity and Society in Contemporary North Africa. San Francisco: Westview Press, 1993.
- John Ruedy. Modern Algeria Indianapolis: Indian University Press, 1992.
- Susan E. Waltz. Human Rights and Reform Los Angeles: University of California Press, 1995.
- Shelby Lewis Smith. Nation-Building in Tunisia: The Impact of Education and Socialization London: University Microfilms International, 1973.
- Oakeshott, Michael. Rationalism in Politics. New York: Basic Books, 1962.
- Dougherty, James E. and Robert L. Pfaltzgraff, Jr.. Contending Theories of International Relations: A Comprehensive Survey. 3rd ed. New York: Harper Collins Publishers Inc., 1990.
- Budd, Richard w. and Brent D. Ruben eds. Beyond Media: New Approaches to Mass Communication. New Jersey: Transaction Books, 1988.
- Morgan, Patrick M. Theories and Approaches to International Politics: What are We To Think? 2nd ed. California: Page-Ficklin, 1975.
- Frederick, Howard H. Global Communication & International Relations. California: Wadsworth, 1993.